



**Monsieur Joachim Gauck,
Président de la République fédérale d'Allemagne
en l'honneur de Monsieur Houcine Abassi
à l'occasion de la remise du Prix
de la Fondation allemande pour l'Afrique
le 19 novembre 2015
à Berlin**

Guten Abend ! Et pour commencer : Masa-el khair ! J'ai appris ces quelques mots lors de ma visite d'État en Tunisie il y a six mois : c'est l'expression employée pour se saluer, à ce moment de la journée, dans le pays d'où vient notre lauréat.

J'ajouterai, du fond du cœur : bonsoir ! En tant que voisins et amis, nombre de mes compatriotes se sentent, comme moi, particulièrement liés à la France ces jours-ci. Nous ressentons encore plus qu'à l'accoutumée, si peu de temps après les lâches attentats qui ont frappé la capitale française, comme la liberté et la démocratie doivent toujours être défendues, comme nous ne saurions laisser aucune place au fanatisme et à la terreur. Cela ne s'applique naturellement pas uniquement à l'Europe. Dans d'autres parties du monde, et en particulier en Afrique, des populations souffrent terriblement, depuis longtemps, de la violence des terroristes. Les attentats meurtriers de Boko Haram au Nigéria en ont livré hier un nouvel exemple cruel. Eux aussi nous rappellent à quel point la communauté internationale civilisée est tenue de défendre les droits de l'homme universels.

Cette conviction, vous l'incarnez aussi, cher Monsieur Abassi, d'une manière tout à fait unique. Lorsque la Fondation allemande pour l'Afrique m'a demandé si j'étais disposé à vous remettre personnellement le Prix allemand pour l'Afrique 2015, les attentats du 13 novembre étaient aussi peu prévisibles que le fait qu'un autre jury nous devancerait, un jury dont le nom est associé au mot si important de paix. Je peux donc vous féliciter aujourd'hui à double titre : pour le Prix allemand pour l'Afrique et pour le Prix Nobel de la paix !

Dans les deux cas, ce grand honneur qui vous est fait individuellement est indissociable de votre appartenance à un important groupe tunisien, le Quartet du dialogue national composé de l'Union générale tunisienne du travail, de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, de la Ligue tunisienne des droits de l'homme et de l'Ordre national des avocats de Tunisie. C'est à l'été 2013, deux ans après les grands espoirs (aujourd'hui déçus) du « printemps arabe », que vous prenez une part considérable dans la création du quartet. Vous voilà alors l'initiateur de la transition vers la paix et la démocratie, et ce dans une phase extrêmement délicate où planait la menace de la violence, de la guerre civile et de l'anarchie. Vous avez accompli, dans et avec ce quartet, un travail exceptionnel ! Il se peut d'ailleurs que l'ampleur de votre réussite soit d'autant mieux mesurée par les Européens dans le contexte des récents attentats.

Je vous prie de transmettre mes félicitations et meilleures salutations à tous vos camarades de lutte. Officiellement, cette cérémonie est certes entièrement dédiée à votre personne. Mais je crois que vous serez d'accord pour dire que l'estime qu'elle manifeste vaut pour tous les acteurs concernés et qu'elle se veut un encouragement pour le plus grand nombre de personnes possible.

Notre monde a besoin de plus de gens comme vous, Monsieur Abassi. Notre monde a besoin d'hommes et de femmes qui misent sur le dialogue et les compromis, et non sur la dictature et les armes. Notre monde a besoin de démocrates convaincus qui concèdent que la démocratie peut parfois être contraignante mais qui savent aussi pertinemment que la démocratie vaut toujours les efforts qu'elle exige. Pourquoi ? Parce que nous ne connaissons aucun régime politique qui laisse autant de liberté et de possibilités d'épanouissement aux individus tout en donnant un cadre sûr et fiable à la communauté.

Cher Monsieur Abassi, vous avez toujours défendu cette conviction avec force et obstination, sans laisser les revers vous décourager. Lorsque votre pays menaçait de sombrer dans le chaos en 2013, après l'assassinat de l'opposant politique Mohammed Brahmi, c'est vous, en tant que secrétaire général du syndicat UGTT, qui avez proposé une issue à la Tunisie. Vous qui avez systématiquement prôné le dialogue pacifique. Et vous qui avez, pour la première fois, fait s'asseoir le gouvernement de l'époque, l'opposition et l'Assemblée constituante à la même table.

C'est pour toutes ces raisons que vous est attribué ce soir le Prix allemand pour l'Afrique.

Et permettez-moi d'ajouter : votre engagement a produit un énorme effet de levier. La Tunisie a effectivement suivi la voie que vous avez tracée. Depuis lors, la Tunisie a organisé deux scrutins libres et adopté une Constitution qui, par bien des aspects, a valeur

d'exemple pour le monde arabe. La Tunisie est aujourd'hui porteuse d'espoir, et nous en sommes très heureux.

Cette mutation, nous le sentons tous, est aussi un véritable tour de force. Je dois bien admettre que je ne connais pas aussi bien l'Afrique que mon prédécesseur, M. Horst Köhler. Mais je vois cependant les immenses défis auxquels font face les différents pays. Lors de ma visite en Tunisie, j'ai été rassuré par les directions prises ensemble par les responsables politiques et la société civile. J'ai souvent songé aux difficultés concrètes liées à l'établissement de la démocratie. Comme vous le savez probablement tous, je viens de l'Est de l'Allemagne. Je me souviens encore très précisément ce que cela a représenté à l'époque de réinventer la démocratie, pour nous, et de la mettre en œuvre. Comme cela a été compliqué. Et comme les résistances ont été nombreuses pour réaliser l'unité allemande. Et pourtant, nous avons la chance d'avoir à nos côtés nos compatriotes ouest-allemands, des partenaires forts susceptibles de nous montrer la voie des réussites politiques et économiques. Ils ont apporté une aide stabilisatrice à la reconstruction à ceux qui se préparaient à forger une démocratie.

Nous regardons aujourd'hui la Tunisie et nous nous posons la question : où est cet appui stable à la reconstruction ? Et ce que nous voyons, c'est que les Tunisiens doivent affronter par leurs propres moyens ce que les Est-Allemands ont, à l'époque, réalisé avec un énorme soutien, et notamment un extraordinaire soutien financier. La Tunisie ne peut compter que sur ses propres forces. Elle doit en outre faire face à des menaces externes et internes, par exemple sa longue frontière, relativement peu protégée, avec la Libye. Et lorsqu'un pays se trouve si profondément engagé, de toutes ses forces et à tous les niveaux de sa société, dans un processus de transformation, il a encore une mission à réaliser : une sorte de processus de réconciliation interne doit avoir lieu. Cette démarche doit elle aussi être poursuivie. Il faut bien déterminer quels rapports on souhaite avec les représentants de la dictature.

Toutes ces tâches doivent être menées à bien en même temps. Je me félicite que la Tunisie affronte avec succès toutes ces missions et s'accroche malgré tout au principe démocratique de la recherche du compromis. Cette attitude vaut un grand respect à votre pays. Je sais la chance qui m'est donnée ce soir de conforter vos compatriotes dans leur choix. Je veux leur lancer depuis Berlin ce que je leur ai déjà dit lors de ma visite : cette voie est la bonne, quel que soit le nombre de pays qui la suivront après vous. Cette voie est la bonne, même si elle exige une grande patience. Poursuivez sur cette voie. Les pays européens ont eu besoin de laps de temps différents pour transposer la démocratie comme principe de vie dans la réalité de leur État. Mais partout où la démocratie a pu être mise en œuvre, cela a été bon pour les individus.

Cela ne fait aucun doute : nous devons continuer à regarder la Tunisie. Et nous devons nous intéresser à la façon de stabiliser cette jeune démocratie. Nous pouvons y contribuer de diverses manières. Ma carrière politique précédente a souvent consisté à faire progresser le travail de mémoire sur les injustices passées. Mais la Tunisie a aussi beaucoup d'autres devoirs et missions à accomplir, ne serait-ce que la défense contre les attaques terroristes ou la lutte contre la corruption, ce fléau qui empêche tant de pays en transition de progresser. Nous avons aussi besoin de mettre sur pied de nouveaux secteurs économiques, et surtout : de trouver du travail aux jeunes. La Tunisie a besoin de ses jeunes - et d'un essor économique. Tout cela doit être abordé parallèlement. La Tunisie - beaucoup en forment le vœu, moi compris - peut jouer un rôle précurseur. Elle peut encourager d'autres pays sur le continent africain.

Je le dis en tant qu'ami de votre pays, cher Monsieur Abassi, mais je le dis aussi au vu de l'évolution qui nous a beaucoup occupés ces dernières semaines et ces derniers mois : je veux parler des grands mouvements de populations qui fuient notamment le continent africain pour rejoindre l'Europe. Que des personnes quittent leur patrie en quête de liberté, de démocratie et d'avenir est un grand défi pour les pays d'arrivée, mais aussi pour les pays de départ. Car nous le savons bien, ce sont souvent les jeunes gens, bien formés, qui partent. Leur énergie manque alors à l'endroit qu'ils ont quitté. Leur énergie peut manquer lorsqu'il faut résister à l'injustice. Leur énergie manque pour ressourcer leur pays.

Mesdames et Messieurs, je vous vois tous devant moi, députés, représentants des sphères économiques et culturelles, et je trouve formidable que nous nous retrouvions ici. Je suis fier que tant de choses positives aient déjà été amorcées. Mais vous savez, je suis aussi frappé que, des jours comme celui-ci, nous ayons la volonté de prononcer des paroles élogieuses, que nous soyons reconnaissants envers des personnes aussi formidables que notre lauréat. Et que d'autres jours, d'autres semaines et d'autres années viennent où l'on se demande : comment faire pour stabiliser ce processus prometteur ? Alors je souhaite que notre participation démocratique à ces mouvements de renouveau soit accompagnée d'activités de stabilisation économique, d'innovation économique. Il nous faut l'action intense de nos élites économiques, mais aussi des petites chambres consulaires et des confédérations économiques, des entreprises, pour créer les conditions matérielles dont un pays comme la Tunisie a vraiment besoin. Notre propre démocratie ne s'est pas seulement construite sur le génie de personnalités comme Konrad Adenauer, mais bien aussi sur un système économique stable qui a apporté la prospérité à la population. Des hommes et des femmes qui ont pu faire l'expérience quotidienne, grâce à cette prospérité, qu'ils aimaient vivre dans leur pays. C'est ainsi. C'est pourquoi nous voulons accompagner

nos félicitations, adressées du fond du cœur, d'un appel à la précaution et à l'effort : que pouvons-nous faire de plus pour aider durablement les pays en transition qui ont accompli les premiers pas avec tant de succès ?

Permettez-moi de résumer encore cette idée : nous rendons hommage à un extraordinaire lauréat, et nous le faisons avec joie. Cette remise de prix est aussi un rappel, une piste de réflexion : les changements que connaît la Tunisie sont dans notre intérêt commun. Un intérêt positif. Se dire partenaire, ou même ami, c'est aussi assumer certains engagements. En être conscient fait partie des grandes et constantes obligations de toute société démocratique. Nous nous reconnaissons aussi aux défis que nous relevons. Cela vaut pour les grands sujets qui nous préoccupent aujourd'hui au plan interne comme pour la politique étrangère. Quiconque se dérobe aux défis finit par devenir étranger à lui-même. Celui qui relève les grands défis, lui, se connaîtra lui-même dans sa façon de réagir à cette responsabilité.

Avec cette pensée à l'esprit, j'ai le grand bonheur, cher lauréat, de miser sur une assemblée d'hommes et de femmes, en Tunisie et en Allemagne, qui continueront de porter attention au sort et à l'âme de la Tunisie et à la prospérité de la démocratie.

Puisse la poignée de main que nous allons échanger symboliser un vœu commun : il nous faut beaucoup, beaucoup plus de poignées de mains entre l'Afrique et l'Europe !